IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

LE PÉRIMÈTRE FRONTALIER SINO-RUSSE : LA CONTREPARTIE DU SOUTIEN DE PÉKIN À MOSCOU

Claudia Astaria / Chercheuse à l'Institut d'Asie orientale de Lyon et enseignante à Sciences Po Paris

Novembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Claudia Astaria / Chercheuse à l'Institut d'Asie orientale de Lyon et enseignante à Sciences Po Paris

Claudia Astarita est chercheuse à l'Institut d'Asie orientale de Lyon et enseignante à Sciences Po Paris. Spécialiste de la politique étrangère chinoise et du régionalisme asiatique, elle travaille sur les conflits frontaliers, les stratégies territoriales et les processus de négociation à l'échelle de la région. Ses recherches portent également sur les récits historiques, la propagande et la mémoire en Asie.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.
Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot,** directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS
@InstitutIRIS
institut_iris
IRIS
IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

LE DÉPLACEMENT DE VLADIMIR POUTINE EN EXTRÊME-ORIENT EN AOÛT 2026

Le 13 août 2026, Vladimir Poutine s'est rendu sur l'île d'Itouroup, l'une des quatre îles méridionales de l'archipel des Kouriles que le Japon revendique sous le nom de Territoires du Nord. Dmitri Medvedev, alors président, s'était rendu en 2010 sur l'île voisine de Kounachir, et le Premier ministre Mikhaïl Michoustine à Itouroup en 2021, mais Vladimir Poutine ne s'y était jamais déplacé en vingt-cinq ans de pouvoir.

La séquence dans laquelle s'inscrit ce déplacement a été calibrée avec soin. Le 4 août, Tokyo avait publié son livre blanc de la défense pour 2026, premier document de ce type à désigner explicitement la Chine et la Russie comme des menaces de sécurité aiguës et à mentionner les déploiements russes dans les îles contestées[1]. Du 4 au 29 août, la flotte russe du Pacifique a conduit des exercices de grande ampleur dans les eaux voisines, contre lesquels le Japon a protesté dès le 5. Le 12 août, Vladimir Poutine est monté à bord du croiseur lance-missiles *Varyag*. Le 15 tombait l'anniversaire de la capitulation japonaise.

La réaction de Tokyo a été immédiate. La Première ministre Sanae Takaichi a qualifié le déplacement d'absolument inacceptable et a rappelé que le Japon avait demandé à plusieurs reprises aux autorités russes que le président ne se rende pas dans les Territoires du Nord. Le ministre des Affaires étrangères Toshimitsu Motegi a convoqué l'ambassadeur russe Nikolaï Nozdrev, et Moscou a répliqué le 18 août en convoquant à son tour l'ambassadeur japonais Akira Muto[2].

Interrogé sur le déplacement par le correspondant du quotidien japonais *Yomiuri Shimbun*, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Guo Jiakun a déclaré que la Chine attendait du Japon qu'il respecte les résultats de la victoire de la coalition antifasciste lors de la Seconde Guerre mondiale. La formule utilisée ne mentionne ni les Kouriles, ni la souveraineté russe[3]. Elle renvoie à la déclaration du Caire et à la proclamation de Potsdam, et elle revient à valider par le droit issu de la guerre l'acquisition soviétique de 1945. La réception russe confirme cette lecture, la sénatrice Natalia Nikonorova ayant vu dans la formule à la fois

[1] Marianne Péron-Doise, « Le livre blanc japonais sur la Défense 2026 : Tokyo sonne l'alarme », Note IRIS, septembre 2026.
[2] Mari Yamaguchi, « Japan condemns Putin's visit to disputed islands seized in World War Two », *Associated Press*, 13 août 2026.
[3] « Foreign Ministry Spokesperson Guo Jiakun's Remarks on August 14, 2026 », ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 14 août 2026. La déclaration répond à une question du *Yomiuri Shimbun* et renvoie explicitement à la déclaration du Caire et à la proclamation de Potsdam.

un appui apporté à Moscou et l'énoncé d'une position de principe chinoise sur l'issue du conflit[4].

Le 13 octobre 2026, le gouvernement de l'oblast de Sakhaline, dont relèvent administrativement les îles contestées, a annoncé qu'une délégation de responsables locaux et de représentants d'entreprises de la province du Heilongjiang s'était rendue à Itouroup. Les délégués ont visité une usine de transformation des produits de la mer, comme l'avait fait Vladimir Poutine en août, et la partie russe a indiqué étudier avec eux des projets communs, notamment dans la filière halieutique. Tokyo a protesté auprès des deux capitales et a jugé inacceptable que des responsables publics ou des entreprises d'États tiers exercent des activités dans les Territoires du Nord comme s'il s'agissait d'un territoire russe. Interrogée le 14 octobre, Mao Ning a présenté la visite comme un échange amical à Ioujno-Sakhalinsk, chef-lieu d'une région jumelée avec le Heilongjiang. Elle n'a pas nommé Itouroup et a refusé de commenter les activités commerciales conduites par des entreprises privées[5].

Les commentaires parus en Chine dans les jours suivants décrivent une convergence sino-russe destinée à peser sur Tokyo[6]. Pour cette raison, cette note se penche sur les évolutions du périmètre frontalier sino-russe depuis 2023, le terme désignant ici l'ensemble des espaces de contact direct entre les deux États, de la mer d'Okhotsk à l'embouchure du fleuve Tumen.

Dans un environnement stratégique de plus en plus incertain, cette note montre que la position chinoise relève moins d'un alignement idéologique que d'une recherche méthodique d'avantages concrets, et elle examine la nature de la contrepartie que Pékin cherche à obtenir en échange de l'appui apporté à la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine.

L'argument développé est que cette contrepartie est bien de nature territoriale, mais qu'elle ne passe pas, pour l'instant, par une revendication formelle. Pékin a gelé cette demande en 2004, en signant l'accord complémentaire qui clôt le contentieux, parce qu'un flanc nord stabilisé, une frontière démilitarisée et des approvisionnements énergétiques garantis valaient alors davantage qu'un territoire qu'il n'avait pas les moyens de reprendre à une Russie encore solide. En écartant temporairement l'instrument juridique, la Chine n'a pas abandonné son objectif, qui, aujourd'hui, reprend forme de manière discrète et progressive par l'accès aux points de passage et aux circuits commerciaux de l'Extrême-Orient russe.

[4] « China shows stance on WWII outcome with Kuril Islands statement - Russian senator », *TASS*, 16 août 2026.
[5] Katsuji Nakazawa, « Analysis: China defies Mao's support for Japan in Russia islands row », *Nikkei Asia*, 22 octobre 2026.
[6] Albee Zhang, « What does the first visit to the Kuril Islands by Vladimir Putin mean for China ? », *South China Morning Post*, 14 août 2026

LE CHANGEMENT DE POSITION CHINOISE SUR LES KOURILES

L'appui apporté par Pékin sur le différend des Kouriles est récent, comme le montre l'évolution de la position chinoise depuis les années 1960. Pendant toute la période de rupture avec Moscou, Pékin a en effet soutenu ouvertement les positions japonaises. En 1964, Mao Zedong avait qualifié d'illégitime l'occupation soviétique des quatre îles, et après les affrontements frontaliers de 1969 les cartes chinoises ont représenté l'archipel comme territoire japonais assorti de la mention « occupé par la Russie »[7]. Ce soutien explicite ne s'est estompé qu'après 1989, lorsque Pékin, isolé sur la scène internationale, a cherché à restaurer sa relation avec Moscou, la position officielle devenant celle d'une question bilatérale à régler par la négociation.

En mars 2023, lors d'un déplacement à Moscou, Xi Jinping a indiqué à Vladimir Poutine que la Chine ne prenait le parti d'aucune des deux parties. L'information a été rapportée en avril 2023 par la presse de Hong Kong, de source chinoise, et n'a jamais fait l'objet d'une confirmation officielle[8]. Formellement, cette formulation constitue un retrait vers la neutralité, mais rapportée à six décennies de soutien aux thèses japonaises elle équivaut à un changement de position en faveur de Moscou.

La motivation est d'abord navale. L'arc des Kouriles ferme la mer d'Okhotsk et la transforme en espace maritime protégé où les sous-marins lanceurs d'engins russes peuvent patrouiller sans être détectés depuis l'extérieur. Une rétrocession, même partielle, au Japon placerait ces eaux sous le régime du traité de sécurité nippo-américain et refermerait par le nord la première chaîne d'îles. Le maintien du contrôle russe garantit à l'inverse à la marine chinoise une zone d'opération sûre et un accès au Pacifique nord indépendant de tout détroit contrôlé par un allié de Washington.

Cette dimension maritime ne se limite pas au domaine militaire. Le communiqué conjoint de la 31e rencontre régulière des chefs de gouvernement chinois et russe, signé à Saint-Pétersbourg le 21 octobre 2026 par Li Qiang et Mikhaïl Michoustine, constate la croissance régulière du volume de fret et du nombre de voyages entre ports chinois et russes sur la route maritime du Nord. Il prévoit également une coopération dans la construction navale polaire. La protection des eaux de l'Extrême-Orient russe sert ainsi une route commerciale dont la Chine est devenue l'un des principaux utilisateurs étrangers.

[7] Mario Bettati, *Le Conflit sino-soviétique* (Paris : Armand Colin, 1971).
[8] « Xi told Putin China no longer supports Japan's claim to Russian-held islands, source says, in shift from Mao's position », *South China Morning Post*, avril 2023

Ce réalignement a reçu, dès avril 2023, une traduction opérationnelle restée discrète. Le Service fédéral de sécurité russe, dont relèvent les gardes-frontières, et les garde-côtes chinois ont conclu un mémorandum de coopération en matière d'application de la loi en mer. Sous une formulation strictement administrative, le texte fournit à la Chine une base juridique pour opérer dans des espaces maritimes que Moscou considérait jusque-là comme relevant de sa seule responsabilité[9]. L'enchaînement mérite d'être relevé, puisque la neutralité déclarée sur le contentieux territorial précède de quelques semaines l'obtention d'un accès opérationnel aux eaux concernées.

La visite de la délégation du Heilongjiang à Itouroup en octobre 2026 prolonge cette séquence. Après la neutralité déclarée et l'accès aux eaux, Pékin obtient une présence sur les îles elles-mêmes, sous une forme provinciale et commerciale qui lui permet d'écarter toute implication de l'État.

Ce revirement confirme que le soutien apporté par la Chine à la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine n'est pas gratuit. Même si, pour l'instant, sa contrepartie n'emprunte pas la voie d'une revendication territoriale explicite, il serait erroné d'en conclure que la dimension territoriale est absente du calcul chinois. Elle y occupe une place centrale et s'exerce par d'autres moyens. Le rétablissement des toponymes chinois sur les cartes officielles, l'intégration commerciale, la multiplication des intermédiaires chinois dans l'économie de l'Extrême-Orient russe et l'approfondissement de la dépendance logistique produisent ensemble une forme de contrôle effectif sur un espace dont la souveraineté n'est pas contestée.

L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

La frontière sino-russe mesure un peu plus de 4 200 kilomètres et suit, sur sa partie orientale, l'Amour et son affluent l'Oussouri. Cette géographie fluviale produit des îles, et chaque île constitue un contentieux potentiel, puisque le tracé peut se lire au milieu du lit, au milieu du chenal navigable ou selon la possession effective.

Le tracé actuel résulte de deux textes imposés à une dynastie Qing affaiblie par les guerres de l'opium et par la révolte des Taiping. Le traité d'Aigun du 28 mai 1858 a transféré à la Russie la rive gauche de l'Amour, soit environ 600 000 kilomètres carrés, et la convention de Pékin du 14 novembre 1860 y a ajouté la région située à l'est de l'Oussouri, soit environ 400 000

[9] Liu Zhen, « China and Russia sign deal on maritime law enforcement as military build-up intensifies in Arctic », *South China Morning Post*, 27 avril 2023.

kilomètres carrés qui forment l'actuel kraï du Primorié. L'ensemble porte dans l'historiographie chinoise le nom de Mandchourie extérieure et figure dans le corpus des traités inégaux enseigné dans le secondaire.

L'équilibre contemporain a été mis en place en trois temps. L'accord de 1991 adopte le principe du *thalweg*, qui fait passer la limite au milieu du chenal navigable et transfère plusieurs centaines d'îlots à la Chine. L'accord complémentaire du 14 octobre 2004 règle les derniers points litigieux et prévoit le transfert d'environ 174 kilomètres carrés, exécuté le 14 octobre 2008.

Cependant, sur le terrain la situation est différente. Le district fédéral d'Extrême-Orient couvre près de 40 % du territoire de la Fédération de Russie pour 7,85 millions d'habitants en 2024 selon Rosstat, soit une densité de 1,1 habitant au kilomètre carré. La population a reculé de plus de 10 % depuis 2000 et les projections révisées anticipent une contraction supplémentaire de 8 % avant la fin de la décennie, soit trois fois le rythme retenu par les planificateurs russes. Les départs concernent principalement les Russes ethniques, qui disposent de plus de facilités pour se réinstaller à l'ouest de l'Oural. La part des populations autochtones et des migrants originaires d'Asie centrale, de Chine et de Corée du Nord s'en trouve mécaniquement accrue[10].

Le contraste avec le versant chinois n'est pas celui que l'on suppose généralement, car le Nord-Est chinois se dépeuple lui aussi, et plus vite en valeur absolue. Le recensement de 2020 dénombrait 98,5 millions d'habitants pour le Liaoning, le Jilin et le Heilongjiang, contre environ 107,4 millions en 2000, et la contraction s'est poursuivie depuis vers un total proche de 94 millions. Le versant chinois compte néanmoins encore douze habitants pour un du côté russe. Surtout, ce dépeuplement fonde la politique de revitalisation de la vieille base industrielle lancée en 2003, que Pékin invoque officiellement pour justifier ses demandes d'accès logistique chez son voisin. La démographie chinoise défavorable n'atténue donc pas la poussée exercée sur le périmètre, elle contribue à la produire.

[10] Paul Goble, « Moscow Trying but Failing to Combat Demographic Collapse of Russian Far East », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, mai 2026.

CARTOGRAPHIE, ÎLES, PORTS ET GAZODUCS : LES DOSSIERS OUVERTS DEPUIS 2023

Les avancées chinoises depuis 2023 présentent une régularité notable, puisqu'aucune ne porte sur une surface territoriale spécifique et que toutes concernent un point de passage ou un axe de circulation.

Le 6 février 2023, le ministère chinois des ressources naturelles a diffusé une norme de représentation du contenu des cartes publiques, approuvée par le Conseil des affaires d'État, qui impose l'adjonction des toponymes chinois historiques à côté des noms russes pour huit localités ou espaces situés en territoire russe[11]. Vladivostok redevient Haishenwai, Sakhaline redevient Kuyedao, Khabarovsk redevient Boli. La réaction russe s'est limitée à une mise au point du consulat général à Vladivostok, qui a confirmé l'existence de la norme tout en écartant l'hypothèse d'une revendication.

Fin août 2023, le même ministère a publié l'édition annuelle de la carte standard de la Chine, qui ne se contentait plus d'ajouter des toponymes. Elle représentait l'intégralité de l'île de Bolchoï Oussouriski en territoire chinois, y compris la moitié orientale demeurée russe au terme des accords de 2004 et 2008. Cette île sédimentaire de 327 à 350 kilomètres carrés, appelée Heixiazi en chinois, se situe au confluent de l'Amour et de l'Oussouri, immédiatement en face de Khabarovsk. Elle est partagée depuis 2008 selon le principe dit d'une île, deux pays, sa moitié occidentale relevant de la ville chinoise de Fuyuan.

Moscou a réagi en trois jours, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Maria Zakharova déclarant que les deux parties partageaient la position commune selon laquelle la question frontalière était définitivement réglée et la démarcation achevée sur toute la longueur de la frontière.

Cependant, le 16 mai 2024, lors de la visite d'État de Vladimir Poutine à Pékin, le ministre russe du Développement de l'Extrême-Orient Alexeï Tchekounkov et le président de la Commission nationale du développement et de la réforme Zheng Shanjie ont signé, en présence des deux chefs d'État, une feuille de route pour le développement conjoint de l'île, portant sur un nouveau poste-frontière, des infrastructures de transport et de logistique et la création d'un

[11] Ministère des Ressources naturelles de la République populaire de Chine, avis relatif à la publication des *Normes de représentation du contenu des cartes publiques* (自然资源部关于印发《公开地图内容表示规范》的通知), document n° Zirangui [2023] 2 (自然资规〔2023〕2号), 6 février 2023, publié au *Bulletin du Conseil des affaires d'État*, 2023, n° 11. https://www.gov.cn/gongbao/content/2023/content_5752310.htm

corridor de transport international[12]. Le poste routier doit entrer en service en 2027 avec une capacité supérieure à 1,3 million de tonnes de fret par an, et la Commission a appelé fin juillet 2024 à faire de l'île une zone modèle de la coopération sino-russe.

La Russie conserve ainsi le titre juridique tandis que la Chine obtient l'usage des flux qui traversent l'île. La même déclaration conjointe demande par ailleurs d'accélérer la négociation d'un accord intergouvernemental sur la navigation dans les eaux environnantes.

Dès 2007 l'administration générale des douanes chinoises autorise des entreprises du Heilongjiang à faire transiter par Vladivostok, Nakhodka et Vostotchny des marchandises relevant du commerce intérieur chinois, pour des volumes marginaux.

En mai 2023, les douanes ont étendu ce régime à la province du Jilin, avec effet au 1er juin, pour des marchandises expédiées vers le Zhejiang et exemptées de droits russes au titre de l'importation temporaire. Le Jilin et le Heilongjiang n'ont pas de façade maritime, et leurs marchandises devaient jusque-là parcourir plus de mille kilomètres jusqu'à Dalian ou Yingkou avant d'être réexpédiées vers les ports du sud. Vladivostok se trouve à environ deux cents kilomètres de Suifenhe et de Hunchun, et les estimations chinoises publiées au moment de l'annonce évoquaient une économie d'au moins deux mille yuans par conteneur[13]. Le port avait cessé d'être accessible aux marchandises chinoises en 1860, lorsque la convention de Pékin l'avait fait passer sous souveraineté russe.

L'évolution de la négociation pour la mise en œuvre du gazoduc Force de Sibérie 2 mérite également une mention. Le 2 septembre 2025, à l'occasion d'un sommet trilatéral réunissant à Pékin, Vladimir Poutine, Xi Jinping et le président mongol Oukhnaa Khourelsoukh, Gazprom et la China National Petroleum Corporation ont signé un mémorandum présenté comme juridiquement contraignant sur la construction du gazoduc Force de Sibérie 2 et de son tronçon de transit mongol Soyouz Vostok. Les paramètres annoncés par le directeur général de Gazprom Alexeï Miller portent sur environ 2 600 kilomètres, une capacité pouvant atteindre 50 milliards de mètres cubes par an, une durée de trente ans et un règlement pour moitié en roubles et pour moitié en yuans[14].

Toutefois, le mémorandum ne comporte ni date de mise en service, ni prix, ni décision finale d'investissement. L'écart entre les deux positions est important. Pékin souhaite un prix aligné sur les tarifs intérieurs russes, soit environ 120 à 130 dollars les mille mètres cubes. Moscou

[12] Ekaterina Venkina, « One Island, Two Countries. A Look At How Chinese-Russian Relations Are Playing Out In The Far East », *Eurasianet*, 17 juin 2024.
[13] Zichen Wang, « Did Russia just "bow to Beijing" in "opening" Vladivostok? », *Pekingnology*, mai 2023.
[14] Vladimir Soldatkin et Lidia Kelly, « Russia and China bless vast new Power of Siberia 2 pipeline, Gazprom says », *Reuters*, 2 septembre 2025.

souhaite une indexation sur le panier des produits pétroliers asiatiques, comme pour le premier gazoduc, soit environ 265 à 285 dollars. La Chine dispose d'approvisionnements alternatifs et n'a aucune raison de conclure tant que l'écart n'a pas été comblé[15].

Sur un seul dossier la position chinoise semble un peu moins solide, celui du fleuve Tumen, qui sépare la Chine de la Corée du Nord sur la majeure partie de son cours, mais devient frontière russo-nord-coréenne sur ses quinze derniers kilomètres avant la mer du Japon. Le territoire chinois s'arrête au village de Fangchuan, dans la ville de Hunchun. Un pont ferroviaire d'époque soviétique, dit pont de l'Amitié et ouvert en 1959, se dresse sur ce tronçon avec une hauteur libre d'environ sept mètres qui interdit le passage de navires marchands de tonnage significatif.

Lors de leur rencontre à Pyongyang, les 18 et 19 juin 2024, Vladimir Poutine et Kim Jong-un ont reconnu à la Chine un droit de transit sur le cours inférieur du Tumen[16]. L'arrangement avait été préparé lors du séjour du président russe à Pékin les 16 et 17 mai, où Xi Jinping avait demandé que la négociation soit achevée avant la fin de l'année. Cependant, la déclaration conjointe publiée à cette occasion n'en laisse paraître qu'une mention, les deux parties s'engageant à mener un dialogue constructif avec la Corée du Nord sur la navigation des navires chinois vers la mer, et aucun accord trilatéral n'a été rendu public depuis.

Les décisions prises depuis vont pourtant dans le sens inverse. Lors de la même rencontre de juin 2024, Moscou et Pyongyang ont convenu de construire un pont routier sur le Tumen, à 415 mètres à l'est du pont ferroviaire existant. Les travaux ont commencé en avril 2025 et l'ouvrage, long d'un kilomètre et large de deux voies, a été inauguré le 7 septembre 2026 avec une capacité de 300 véhicules par jour. Il porte le nom de Yakov Novitchenko, officier soviétique qui avait protégé Kim Il-sung d'une grenade lors d'une tentative d'assassinat à Pyongyang en 1946.

Un corridor routier russo-nord-coréen qui contourne la Chine renforce le contrôle de Moscou sur le débouché fluvial et complique la mise en place d'une présence logistique chinoise permanente près de l'estuaire. S'y ajoute une contrainte matérielle rarement rappelée, puisque pour obtenir un accès maritime praticable la Chine devrait approfondir et élargir le fleuve, construire plusieurs écluses et draguer un chenal d'une cinquantaine de kilomètres jusqu'à l'estuaire. Il reste toutefois difficile d'imaginer qu'un ouvrage routier suffise à éteindre

[15] « What the Power of Siberia 2 Deal Really Means for Russia and China », *The Moscow Times*, 4 septembre 2025, citant Alexeï Gromov, directeur du département énergie de l'Institut de l'énergie et des finances. Voir également Vitaly Yermakov, *China-Russia, the Gas Hedge*, Oxford Institute for Energy Studies, Energy Comment, septembre 2025.
[16] Praveen Swami, « Why China accessing East Sea through Russia-North Korea border river can ring alarm bells », *ThePrint*, février 2025.

l'intérêt stratégique de la Chine. L'hypothèse la plus plausible est que le renforcement de la relation entre Moscou et Pyongyang conduise Pékin à chercher à finaliser ses propres avantages par d'autres voies, notamment en jouant la carte de la remise en relation avec les États-Unis, aussi bien pour la Russie que pour la Corée du Nord[17].

L'INTÉGRATION COMMERCIALE ET LES ÉCONOMIES DE FRONTIÈRE COMME INSTRUMENTS DE CONTRÔLE

Les dossiers examinés jusqu'ici portent sur des points de passage identifiables. L'économie des échanges permet d'observer la même évolution sous l'angle des flux commerciaux.

Le volume de la relation bilatérale est désormais considérable. Le commerce a dépassé 200 milliards de dollars trois années de suite et atteint environ 228 milliards en 2025, les deux capitales affichant un objectif de 500 milliards à cinq ans. Le sommet du 20 mai 2026 a élevé la coopération énergétique au rang de sécurité stratégique et introduit pour la première fois les technologies avancées, le numérique et les médias dans les documents signés. Cependant, cette densité recouvre des positions économiques et un pouvoir de négociation dissymétriques, la dépendance russe à l'égard du marché, de la finance, de la technologie et des biens de consommation chinois s'accroissant sans contrepartie équivalente[18].

Le trait le plus notable de cette relation n'est pourtant pas la profondeur des échanges mais leur absence d'encadrement. Malgré un commerce de cette ampleur et un alignement politique affirmé, les deux parties n'ont créé aucune structure supranationale et aucun système numérique réellement partagé.

Les plateformes russes ont investi lourdement pour recevoir ces marchandises à grande échelle. Elles ont fait la promotion de leurs services en Chine, démarché des usines et de gros fournisseurs, et construit des infrastructures de réception. Wildberries, l'une des deux principales places de marché en ligne de Russie, édifie ainsi, à proximité de Vladivostok, un complexe logistique d'environ 161 000 mètres carrés. Sur le terrain, plus les producteurs

[17] Shweta Sharma, « Xi Jinping set to visit North Korea and "act as mediator between Donald Trump and Kim Jong Un", South Korea says », *The Independent*, 21 mai 2026; Zichen Wang, « Putin, Answering Henry Huiyao Wang, Says Xi-Trump-Putin Meeting at APEC Is Possible », *Pekingnology*, 3 octobre 2026.
[18] Jeong Jae-heung, « 미중·중러 정상회담 이후 국제질서 변화와 한국의 전략적 대응 » [Évolution de l'ordre international après les sommets États-Unis-Chine et Chine-Russie, et réponse stratégique de la Corée], *Sejong Focus*, Institut Sejong, 8 juin 2026, note 10.

chinois expédient facilement vers les plateformes russes, plus l'assortiment s'élargit, plus la rotation s'accélère et plus la part de marge captée par la plateforme augmente.

La dynamique des vendeurs mesure l'ampleur du phénomène ainsi que son essoufflement. Leur nombre a progressé de 190,5 % en 2022, de 176,4 % en 2023 et de 115,4 % en 2024, sous l'effet conjugué des sanctions et de la facilité d'entrée dans le commerce en ligne, pour atteindre 1,28 million d'actifs sur les deux seules plateformes Ozon et Wildberries. En 2025, leur nombre a reculé pour la première fois de 2 %, à 1,26 million. Les petits vendeurs subissent la hausse des coûts, l'opacité des règles de plateforme et la concurrence de fournisseurs chinois opérant à une autre échelle, tandis que les vendeurs intermédiaires doivent chercher des positions défendables par la marque, la coordination logistique ou la spécialisation, lesquelles sont peu nombreuses[19].

Cette évolution rencontre, en Extrême-Orient russe et en Sibérie, une expérience ancienne. Dans les années 1990 et 2000, le commerce de navette transfrontalier y a constitué une stratégie de survie pour des millions de personnes, les commerçants informels appelés localement *tchelnoki* franchissant régulièrement la frontière chinoise pour acheter de petites quantités de marchandises et les revendre au retour. Ce système a produit une compréhension populaire des marges et du rôle des intermédiaires, et il a familiarisé des régions entières avec l'idée que la Chine pouvait fournir de l'abondance à bas coût. Le commerce physique a disparu avec les fermetures de frontières et l'essor des plateformes, mais sa mémoire persiste. Les consommateurs comparent aujourd'hui les prix de revente domestiques avec le coût d'une commande directe auprès des places de marché chinoises et acceptent des délais de plusieurs semaines ainsi qu'un service dégradé s'ils estiment payer un prix plus proche du prix réel. Les commentaires qui accompagnent en ligne les guides d'achat à l'étranger expriment une hostilité ouverte aux intermédiaires nationaux.

Si l'absence d'intégration institutionnelle est souvent présentée comme la preuve que le partenariat reste superficiel et que la Chine ne cherche pas à exercer d'emprise sur l'espace russe, une lecture inverse du phénomène apparaît plus convaincante. Une intégration institutionnelle serait visible, négociée, et exposerait Pékin à des contreparties ainsi qu'à une opposition politique à Moscou. L'intégration par les flux ne présente aucun de ces inconvénients, ne requiert aucun traité et ne produit aucun énoncé que la diplomatie russe pourrait contester. Elle crée pourtant, année après année, une situation dans laquelle

[19] Barclay Bram (dir.), *Global Perceptions of China. Insights from the Next Generation*(New York : Asia Society Policy Institute, Center for China Analysis, mai 2026).

l'approvisionnement, la logistique, la structure des prix et une part croissante de l'activité commerciale de l'Extrême-Orient russe dépendent de décisions prises en Chine.

LE DANGEREUX PRÉCÉDENT SINO-PAKISTANAIS DU SHAKSGAM

Un épisode survenu en septembre 2026 sur un autre segment du périmètre chinois éclaire le mécanisme par lequel une telle situation de fait pourrait ensuite être formalisée.

Les 16 et 17 septembre, la commission frontalière sino-pakistanaise s'est réunie pour la première fois à Islamabad. Issue de l'article 45 de l'accord de 2013 sur le système de gestion des frontières, elle était restée dormante depuis treize ans. Le compte rendu pakistanais mentionne la coordination transfrontalière, la circulation des biens et des personnes et des relevés frontaliers conjoints. Le texte chinois, plus bref, évoque une coopération frontalière dans tous les domaines[20].

Le territoire concerné est la vallée du Shaksgam, d'une superficie d'environ 5 180 kilomètres carrés, cédée par le Pakistan à la Chine en 1963 et revendiquée par l'Inde, qui la considère comme partie intégrante du Ladakh. Pékin y multiplie depuis plusieurs années les routes et les travaux d'infrastructure. En janvier 2026, la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères Mao Ning avait jugé ces activités irréprochables, au motif qu'elles se déroulent sur le territoire chinois.

La fonction stratégique assignée à cette zone est cependant claire. Elle peut devenir un axe d'acheminement de composants et d'armement vers l'Asie centrale et vers l'Iran, et sécuriser en retour une partie des approvisionnements énergétiques chinois par voie terrestre, dans un contexte moyen-oriental de plus en plus instable. Le Pakistan, de son côté, y trouve la garantie de ses livraisons d'armement et un soutien face au risque d'escalade avec l'Inde.

La réaction indienne est révélatrice de l'asymétrie que produit ce type de dispositif. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Randhir Jaiswal a rejeté une commission dépourvue de toute base légale et a rappelé que l'Inde n'avait jamais reconnu l'accord de 1963. En même temps, aucune mesure de rétorsion n'a été annoncée. La diplomatie chinoise s'en est tenue au compte rendu technique et n'a pas répondu publiquement.

Dans ce cas, le mécanisme par lequel une situation de contrôle territorial de fait a été convertie en arrangement juridique qui définit une forme de souveraineté territoriale peut

[20] « Why a new Pakistan-China border pact has irked India », *BBC News*, 21 septembre 2026.

être décomposé en quatre étapes. Une situation de fait s'installe par l'infrastructure. Un instrument juridique dormant est réactivé pour l'encadrer. La formalisation est présentée comme technique et bilatérale. L'État tiers qui conteste n'obtient pas davantage qu'une déclaration. La souveraineté n'est pas transférée, mais l'usage du territoire change.

Sur le périmètre septentrional, les instruments dormants existent déjà. L'accord intergouvernemental sur la navigation dans les eaux entourant Bolchoï Oussouriski est en négociation depuis mai 2024. La clause sur le dialogue constructif relatif au cours inférieur du Tumen figure dans la même déclaration conjointe. Les régimes douaniers de transit portuaire sont extensibles par simple avis administratif. Aucun de ces textes ne contient de revendication précise, caractéristique qui fait précisément leur utilité potentielle.

CONCLUSION

La séquence examinée dans cette note décrit une méthode d'action susceptible de modifier à terme, de manière substantielle, les équilibres de la frontière entre Pékin et Moscou. Entre 2023 et 2026, la Chine a modifié la toponymie officielle d'un territoire étranger, obtenu l'ouverture d'un port fermé depuis cent soixante-trois ans, signé un programme de développement conjoint sur une île partagée puis fait inscrire dans un communiqué gouvernemental la construction d'un port sur cette île, envoyé une délégation provinciale dans les îles revendiquées par le Japon, et laissé s'installer une dépendance commerciale dont l'Extrême-Orient russe ne peut plus se passer. Aucun de ces actes n'a comporté de revendication, et aucun n'a appelé de réaction politique durable de la part de Moscou.

Trois traits caractérisent cette méthode. Elle avance lentement, par mesures séparées dont aucune ne justifie à elle seule une crise diplomatique. Elle emprunte des formes administratives, norme cartographique, avis douanier, feuille de route de développement, qui relèvent de services techniques et non des chancelleries. Elle demeure enfin formellement réversible, puisque chaque disposition est présentée comme un arrangement de coopération que les deux parties pourraient en principe suspendre. Cette réversibilité apparente abaisse le coût de l'acceptation pour la partie qui concède, et c'est ce qui permet à l'ensemble de progresser sans rencontrer d'opposition.

La valeur du précédent du Shaksgam tient à ce qu'il montre la suite. Pendant treize ans, la commission frontalière prévue par l'accord de 2013 est restée sans activité, pendant que les routes et les infrastructures s'installaient sur le terrain. Puis, en deux journées de réunion, la

situation a été formalisée. La préparation est longue, visible et discutable, tandis que la conclusion est rapide et ne laisse pas le temps d'une réaction, ni de l'installation d'une crise.

Rien n'indique qu'un calendrier comparable ait été arrêté pour le périmètre septentrional, et les deux dossiers ne sont pas de même nature. Les instruments y sont toutefois en place. L'accord sur la navigation autour de Bolchoï Oussouriski est en négociation depuis mai 2024. Le droit de transit sur le Tumen a été reconnu sans recevoir d'application. L'Amour inférieur s'est ajouté à la liste en octobre 2026. Les régimes douaniers sont extensibles par voie administrative.

Le moment d'une telle formalisation ne dépend pas du calendrier chinois. Il dépend du degré auquel la Russie sera encore en mesure de refuser, lequel est lui-même en fonction de la durée de la guerre en Ukraine, du maintien des sanctions et de la poursuite du dépeuplement de ses provinces orientales. La question qui demeure n'est donc pas de savoir si Pékin formulera une revendication, mais de savoir si Moscou disposera encore des moyens de dire non lorsque la proposition lui sera faite.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.